



Bruxelles, le 25 avril 2018

Primes syndicales : Quand le gouvernement fait diversion

Aux yeux des syndicats, les raisons du blocage intervenu au sein du gouvernement à propos du relèvement du montant de la prime syndicale sont totalement nébuleuses. Syndicats et employeurs ont conclu un accord sur le relèvement de cette prime et d'une série d'autres. Mise en place à titre d'intervention des employeurs vis-à-vis des travailleurs syndiqués qui encourent des frais pour développer ensemble une organisation syndicale et permettre ainsi une concertation sociale de qualité, la prime syndicale est une des compétences par excellence des partenaires sociaux, dans laquelle le gouvernement ne doit pas intervenir. La concertation sociale engrange des avancées pour tous, y compris pour les travailleurs non syndiqués. La prime syndicale compense une partie de l'effort financier consenti par les membres du syndicat. Dans ce pays, tout le monde, tous les travailleurs et toutes les entreprises profitent de ces efforts. L'adaptation du montant de la prime syndicale est aussi toujours liée à la conclusion d'un AIP que le gouvernement s'était engagé à mettre en œuvre intégralement.

Conditionner l'octroi de cette augmentation à l'obligation de déclarer la prime syndicale au fisc est un tour de passe-passe politique. Dans ce cas, il faudra confectionner des millions de fiches fiscales, ce qui représenterait une charge administrative énorme pour les entreprises. De plus, le gouvernement obtiendrait des informations très sensibles : qui est affilié à un syndicat. Il s'agit d'une violation flagrante des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

La conclusion s'impose d'elle-même: ce n'est rien d'autre qu'une mauvaise diversion politique à un moment où le principal parti du gouvernement est très mal pris à cause de l'échec complet de la taxe Caïman. Priver de 10 euros supplémentaires par an (!) quelques millions de citoyens qui travaillent dur, qui ont déjà consenti de gros sacrifices ces dernières années et qui doivent encore s'attendre à devoir payer une note salée en raison de la désastreuse gestion budgétaire, voilà qui montre que ce gouvernement est totalement déconnecté de la réalité sociale.